

NATHALIE TEHIO,
présidente de la LDH

« Il faut que l'Etat de droit soit renforcé, puisque l'extrême droite veut s'y attaquer : la séparation des pouvoirs notamment, mais aussi la garantie des droits. »

Poursuivons le combat

Après cette période électorale troublée, on peut se féliciter de ce que la mobilisation des militants ait été forte et porteuse de succès : le Rassemblement national a échoué dans son entreprise de conquête du pouvoir. Un succès rendu possible parce qu'en très peu de temps, nous avons réalisé une partie de la feuille de route imaginée lors de notre 92^e congrès pour les trois prochaines années : dynamiser les réseaux et collectifs tant au niveau national que local, et peser sur les partis politiques pour un regroupement autour d'un programme social, antiraciste et de défense de l'Etat de droit.

Dans l'urgence, nous avons réuni les organisations de la table ronde du congrès, car une réflexion sur notre résolution⁽¹⁾ avait déjà donné lieu à des échanges prometteurs. C'est ainsi qu'est né le premier appel « Ensemble, contre l'extrême droite », signé par des centaines d'organisations, publié dans Mediapart⁽²⁾ et sous forme de tribune dans *Le Monde*. Nous avons adhéré à la Coalition 2024, regroupant le Pacte du pouvoir de vivre et l'Alliance écologique et sociale, qui propose un socle de revendications minimales. Nous avons participé à des mobilisations collectives, comme les manifestations contre l'extrême droite, dont celle parisienne du 15 juin, ou les meetings-concerts le 27 juin à Paris et à Marseille. A l'entre-deux tours, outre le concert du 3 juillet à Paris, la LDH a réitéré un appel, « Assurons la défaite de l'extrême droite le 7 juillet ! »⁽³⁾, au grand nombre de signatures.

Rassembler les forces pour défendre l'Etat de droit

Mais le travail sur notre résolution ne s'achève pas avec ces élections. Le combat doit se poursuivre contre les idées d'extrême droite, et contre une politique néolibérale. La tribune « Répondre à l'urgence sociale, environnementale et démocratique »⁽⁴⁾, publiée dans *L'Humanité*, est la prolongation de ce travail, la proclamation de ce que l'on veut ouvrir « une nouvelle page du contrat social, où toutes et tous trouvent des réponses aux valeurs proclamées d'égalité, de solidarité, de justice et d'inclusion ». Il faut faire vivre les collectifs et réseaux constitués dans l'urgence et en faire des lieux d'échange, de réflexion et de combat pour donner des droits effectifs à toutes et tous – les questions environnementales n'ont d'ailleurs pas été

suffisamment développées lors de cette campagne. Nous devons peser sur les élus pour que les politiques progressistes soient appliquées, au travers de mesures sociales et de l'abrogation de textes de régression (loi séparatisme, loi de 2019 sur les manifestations, lois travail ou de réforme des retraites) ou iniques (loi immigration). Il faut aussi que l'Etat de droit soit renforcé, puisque l'extrême droite veut s'y attaquer : la séparation des pouvoirs notamment, mais aussi la garantie des droits. Le parquet doit devenir indépendant et la police être contrôlée par un organisme indépendant. Il est temps que celle-ci soit réformée pour qu'elle soit au service de la population, comme le prévoit l'article 12 de la DDHC⁽⁵⁾, et non pas pour imposer la politique gouvernementale de répression des mouvements sociaux et écologiques et de contrôle des quartiers populaires. Les autorités indépendantes, comme le Défenseur des droits, la Contrôleuse générale des lieux de privation de liberté ou la CNCDH⁽⁶⁾ doivent voir leurs missions confirmées et leur financement garanti pour que leur indépendance soit effective. Le travail réalisé dans ces délais contraints est immense et nous pouvons être collectivement fiers de ce qui a été accompli dans ce moment décisif. Dans ces temps où l'économie de Nouvelle-Calédonie est ruinée et où les discours de haine resurgissent, il faut saluer, comme porteuse d'espoir, l'élection d'Emmanuel Tjibaou, fils du responsable indépendantiste assassiné, et premier Kanak à l'Assemblée nationale depuis Roch Pidjot, il y a presque quarante ans. Bonnes vacances à toutes et tous, nous avons besoin de récupérer pour être plus forts collectivement en septembre! ●

(1) www.ldh-france.org/wp-content/uploads/2024/05/RESOLUTION-GENERALE-Pour-une-alternative-democratique-et-sociale.pdf.

(2) <https://blogs.mediapart.fr/les-invites-de-mediapart/blog/130624/ensemble-contre-lextreme-droite>.

(3) www.ldh-france.org/assurons-la-defaite-de-lextreme-droite-le-7-juillet/.

(4) www.ldh-france.org/10-juillet-2024-tribune-collective-repondre-a-lurgence-sociale-environnementale-et-democratique-publiee-dans-lhumanite/.

(5) Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen de 1789.

(6) Commission nationale consultative des droits de l'homme, où la LDH est représentée et dont Pierre Tartakowsky est vice-président.